



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9184

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5788^e séance – matin

LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT CONNAÎT UNE PERCÉE IMPORTANTE.
AFFIRME B. LYNN PASCOE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le processus de paix au Moyen-Orient a connu, il y a trois jours, la percée la plus importante jamais observée depuis des années, a déclaré, ce matin, devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, faisant référence à l'entente commune à laquelle sont parvenus le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, lors de la Conférence d'Annapolis.

« Nous avons quitté Annapolis avec une idée claire de la marche à suivre », a déclaré M. Pascoe, en présentant devant les 15 membres du Conseil son exposé mensuel de la situation au Moyen-Orient. Après 60 ans, « il est temps pour les Palestiniens d'avoir un foyer qui leur soit propre » et « il est temps pour les Israéliens de se sentir en paix chez eux ».

M. Pascoe a notamment rappelé que les deux dirigeants s'étaient mis d'accord pour lancer immédiatement des négociations bilatérales en toute bonne foi en vue de conclure un traité de paix, avant la fin de 2008, permettant de régler toutes les questions en souffrance. Ils se sont également engagés à mettre en œuvre sans délai leurs obligations respectives en vertu de la Feuille de route, a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général adjoint a expliqué que la Conférence d'Annapolis avait été le lieu de discussions approfondies concernant un appui international au renforcement des capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne. La Conférence des donateurs de Paris fournira à la communauté internationale l'occasion de montrer sa détermination à améliorer la situation sur le terrain, a-t-il précisé.

Malgré ces avancées, la situation sur le terrain continue d'être très préoccupante, a souligné M. Pascoe, évoquant les violences entre Palestiniens et Israéliens, mais aussi les affrontements entre Palestiniens. La situation humanitaire est également une source de profonde inquiétude, a-t-il ajouté.

S'agissant du Liban, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a constaté que le délai constitutionnel pour désigner un nouveau Président avait expiré le 24 novembre sans que l'élection ait eu lieu. Il a pris note du report au 7 décembre de la session parlementaire qui devait se tenir aujourd'hui, 30 novembre, précisant qu'il s'agissait du sixième report en deux mois. Il a cependant noté que la majorité et l'opposition avaient manifesté leur volonté de poursuivre leurs négociations.

M. Pascoe a également informé le Conseil de l'intention du Secrétaire général de nommer M. Roberterry, des Pays-Bas, comme Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et son Représentant personnel auprès de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité palestinienne.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a affirmé qu'il y a trois jours le processus de paix au Moyen-Orient avait connu la percée la plus importante depuis plusieurs années, lorsque le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, sont parvenus à une entente commune, exprimée dans une déclaration lue par le Président des États-Unis, M. George Bush, à l'ouverture de la Conférence d'Annapolis. Cet accord comporte trois éléments importants, a-t-il souligné. Tout d'abord, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour lancer immédiatement des négociations bilatérales en toute bonne foi en vue de conclure un traité de paix permettant de résoudre toutes les questions en souffrance. Ils se sont mis d'accord pour entreprendre tout effort visant à parvenir à un accord avant la fin de 2008. Ensuite, ils ont accepté qu'un comité directeur conjoint se réunisse de manière continue. Ce comité supervisera le travail des équipes de négociations, sa première réunion devant avoir lieu le 12 décembre. Enfin, ils se sont engagés à mettre en œuvre immédiatement leurs obligations respectives en vertu de la Feuille de route, et ont décidé de former un mécanisme tripartite -américain, palestinien et israélien- placé sous la direction des États-Unis pour en suivre la mise en œuvre, a précisé M. Pascoe. De l'avis du Secrétaire général adjoint, l'entente commune a une signification supplémentaire en raison du contexte dans lequel elle a été présentée. Le Président Bush a ouvert la Conférence et s'est engagé personnellement à aider les parties à réaliser leur objectif ambitieux.

M. Pascoe a estimé par ailleurs que la participation de la Ligue des États arabes à la Conférence d'Annapolis représentait un signal de l'appui arabe aux efforts du Président Abbas et de sa détermination à participer activement à la recherche de la paix. Les membres de la Ligue des États arabes ont souligné leur soutien unanime et continu à l'Initiative de paix arabe, et leur foi dans la nécessité d'obtenir une paix totale dans la région. Le Secrétaire général adjoint a en outre indiqué qu'à la veille de l'ouverture, les membres du Quatuor avaient exprimé leur appui fort à la Conférence et s'étaient félicités de l'engagement des dirigeants israélien et palestinien à entamer des négociations bilatérales en vue de la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, puis d'une paix totale au Moyen-Orient. Le Quatuor se réunira le mois prochain, en marge de la Conférence de Paris et attend de rencontrer à nouveau les membres de la Ligue des États arabes, a ajouté M. Pascoe. Le Secrétaire général adjoint a expliqué également que la Conférence d'Annapolis avait été le lieu de discussions approfondies d'un appui international à un renforcement des capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne. La Conférence des donateurs de Paris fournira l'occasion pour la communauté internationale de montrer sa détermination à améliorer la situation sur le terrain. La reconstruction économique et la création d'un environnement sûr seront essentielles pour obtenir la confiance populaire dans le processus, a-t-il dit.

Le Secrétaire général adjoint, qui a fait état de développements positifs de part et d'autre, avant la Conférence d'Annapolis, comme la décision de l'Autorité palestinienne de déployer 300 éléments des forces de sécurité à Naplouse, dans le cadre de ses obligations découlant de la première phase de la Feuille de route, ou l'annonce du Gouvernement israélien de la libération prochaine de 441 prisonniers palestiniens, a néanmoins énuméré les éléments d'inquiétude constatés sur le terrain. Les violences se poursuivent, a-t-il dit, dressant un bilan de 42 Palestiniens tués et de 133 autres blessés, dont quatre enfants qui ont péri lors d'opérations militaires israéliennes à Gaza et en Cisjordanie. Au moins 346 Palestiniens ont été arrêtés par les forces israéliennes, a-t-il ajouté. Dans le même temps, deux Israéliens ont été tués et six autres blessés, tandis que 116 tirs de roquettes et 121 tirs de mortiers ont été effectués à partir de Gaza par des militants. Les combats interpalestiniens se sont également intensifiés, la plupart à Gaza, faisant 18 morts, parmi lesquels trois enfants. La situation humanitaire continue même d'être une source de profonde inquiétude, a observé M. Pascoe.

Concernant le Liban, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a constaté que le délai constitutionnel pour désigner un nouveau Président avait expiré le 24 novembre sans que l'élection ait eu lieu. Il a pris acte du report au 7 décembre de la session parlementaire qui devait se tenir aujourd'hui, 30 novembre, précisant qu'il s'agissait du sixième report en deux mois. Il a cependant noté que la majorité et l'opposition avaient manifesté leur volonté de poursuivre leurs négociations.

M. Pascoe a rendu compte de la visite effectuée au Liban par le Secrétaire général les 15 et 16 novembre, au cours de laquelle il a invité les dirigeants, et notamment les candidats à l'élection présidentielle, à privilégier l'intérêt général plutôt que leurs intérêts personnels et partisans, à cette période cruciale dans l'histoire de leur pays. Il a par ailleurs indiqué que le Coordonnateur spécial pour le Liban et le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) avaient visité le camp de réfugiés palestiniens de Nahr El-Bared, dont le coût de la reconstruction est estimé à 200 millions de dollars. Les efforts de l'UNRWA ont permis le retour dans un « nouveau camp », à proximité de l'ancien, d'un millier de familles, a-t-il poursuivi, en appelant la communauté internationale à répondre à l'appel aux contributions lancé par l'UNRWA pour faire face à cette situation d'urgence.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a noté que l'aviation israélienne avait continué à violer la Ligne bleue et l'espace aérien libanais, le nombre de survols ayant augmenté au cours des 30 derniers jours, notamment à basse altitude, en franchissant le mur du son, ce qui, a-t-il ajouté, est source de stress et de frustration pour la population locale. Il a pris note des impératifs de sécurité invoqués par Israël, notamment les allégations de violation de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 1701, tout en déclarant que ces survols constituaient eux aussi une violation de cette résolution.

Il a informé le Conseil de l'intention du Secrétaire général de nommer M. Robert Serry, des Pays-Bas, comme Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne. Il aura pour adjoint M. Maxwell Gaylard, l'actuel Directeur de la Division de la lutte antiminines au Département des opérations de maintien de la paix.

« Nous avons quitté Annapolis avec une idée claire de la marche à suivre », a déclaré M. Pascoe, en rappelant les mots du Secrétaire général à la conférence: « Le succès ne dépend pas de ce que nous disons aujourd'hui mais de ce que nous ferons demain », avait déclaré M. Ban Ki-moon, en appelant à des initiatives concrètes pour soulager les souffrances de la population de Gaza, dont il a rappelé la nécessité de la réunifier à la Cisjordanie. Après 60 ans, « il est temps pour les Palestiniens d'avoir un foyer qui leur soit propre. Il est temps pour les Israéliens de se sentir en paix chez eux », a conclu M. Pascoe.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel